

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 256

Artikel: La gauche chilienne dans la résistance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026322>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gauche chilienne dans la résistance

La tragédie chilienne ne fait plus la « une » de la grande presse. Et pourtant l'étreinte de la junte ne s'est pas un instant desserrée autour du cou des démocrates chiliens.

Le manque d'informations précises, en particulier sur la naissance de la résistance chilienne, est tel que les appels au secours, que les pétitions diverses en faveur des réfugiés, semblent tomber dans le vide. Comme si la cause de l'Unité populaire, passée de mode journalistique, était définitivement perdue.

Il n'en est rien. Et la gauche chilienne peut encore servir d'exemple dans ses efforts inébranlables pour survivre à la terreur et reprendre le dessus sur les militaires, comme elle a pu susciter l'enthousiasme sous Allende.

Deux journalistes italiens, Danilo Baroncini et Paolo Piacentini, en administrent la preuve, qui ont, pour le compte de « L'Espresso » (6.1.1974), rencontré les dirigeants du Parti socialiste chilien dans la clandestinité au Chili.

DOCUMENT

Les dirigeants socialistes chiliens font le point dans la clandestinité

Les journalistes italiens ont rencontré à Santiago quelques dirigeants du Parti socialiste chilien en clandestinité. A des questions précises, ils répondent collégialement (nous traduisons le texte avec le plus de fidélité possible d'italien en français).

Question : On se demande beaucoup pourquoi la gauche chilienne n'a pas opposé plus de résistance au coup d'Etat.

Réponse : L'absence de cadres directeurs et le manque d'un plan stratégique unitaire ont été à l'origine de cette situation : les travailleurs n'ont pas eu assez d'armes à leur disposition, et eux seuls pouvaient s'opposer, comme troupe de choc, à l'armée et lutter à l'intérieur de l'armée.

Sur ce point, une thèse erronée (autant que répandue dans les milieux de l'Unité populaire) a fait croire qu'il existait une certaine division entre factions au sein des forces armées, et que cette division aurait pu fonctionner comme une alternative révolutionnaire en cas de conflit; on a

espéré que cela se produirait jusqu'au 11 septembre.

Tirant la conclusion des événements, les dirigeants du parti se sont vus forcés, pour éviter un plus grand massacre, d'ordonner à leurs propres militants et aux travailleurs un repli stratégique total.

Au moment du coup d'Etat

Question : Quelle était, au moment du coup d'Etat, la situation politique des partis constituant l'Unité populaire ?

Réponse : Tous étaient pleinement conscients de la nécessité de défendre et d'appuyer le gouvernement. C'était un point qui ne souffrait pas de discussion. Ils comprenaient qu'il fallait absolument maintenir l'unité des partis et empêcher la division des travailleurs.

De son côté, le Parti socialiste continuait à insister sur le fait que la voie chilienne de la légalité supposait que l'on règle tôt ou tard son compte au soulèvement armé de la bourgeoisie, sur le fait aussi que la voie chilienne aurait été durement affectée par les méthodes illégales de sabotage économique et la résistance civile mis en œuvre avec l'appui de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain. Ces thèses furent successivement par-

tagées par le Mapu et la gauche chrétienne. Le Parti socialiste pensait cependant que l'Unité populaire et le gouvernement disposaient des appuis potentiels nécessaires, diagnostic encore confirmé, entre autres, par les résultats des élections de mars de la même année, pour affronter avec succès les forces de la bourgeoisie; à son avis, l'issue de l'affrontement dépendrait seulement de la réponse donnée à la question suivante : allait-on, ou non, organiser avec toute l'anticipation nécessaire ce pouvoir des masses et le transformer à temps en une force réelle ?

L'Unité populaire

Question : Quels étaient les rapports de force à l'intérieur de l'Unité populaire ?

Réponse : Existait une claire conscience que la survie du processus en cours devait passer par l'unité des partis de l'Unité populaire et avant tout à travers l'entente et l'unité d'action du Parti communiste et du Parti socialiste. Ce dernier a toujours fermement soutenu depuis le congrès de La Serena (janvier-février 1971), et même depuis les congrès de Linares (1965) et de Millan (1967) que le processus politique chilien devait inexorablement conduire à un durcissement de la lutte des classes et à un affrontement total et global entre les classes. Pour le Parti socialiste, un fait était clair depuis avril 1973 : étant donné la nature authentique et profonde de l'évolution politique chilienne, ne pouvait manquer de se révéler à brève échéance une alternative irréversible entre révolution et contre-révolution, entre le socialisme et le fascisme.

Combattre la droite

Question : Comment combattre l'action de la droite ?

Réponse : Le Parti socialiste a toujours soutenu que la survie de la voie chilienne devait passer par l'organisation des travailleurs et la constitution d'un pouvoir populaire; d'où ses thèses en